

Le Parisien – 3 mars 2015



Pitié pour nos clochers



Gesté (Maine-et-Loire), juin 2013. L'église de Saint-Pierre-aux-Liens a été rasée, la municipalité souhaitant reconstruire un lieu de culte plus adapté aux besoins. (PhotoPQR/« le Courrier de l'ouest »/Etienne Lizambard.)

Il veut « sauver » les clochers menacés. A travers le think tank (boîte à idées) « Nouveaux horizons » qu'il préside, le député (UMP) et ancien ministre Frédéric Lefebvre a lancé une pétition en ligne, sur le site Change.

org, baptisée « SOS pour nos églises ». Elle devrait franchir aujourd'hui le cap des 10 000 signatures. « Nous devons convaincre les communes qui ont fait le choix de démolir ce qui fait l'identité de nos villages de renoncer », stipule le texte de mobilisation qui sera adressé à Fleur Pellerin, ministre de la Culture, à Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur et des Cultes, et à François Baroin, président de l'Association des maires de [France](#) (AMF).

De plus en plus de communes, propriétaires de 40 000 des 45 000 églises de l'Hexagone (celles qui ont été construites avant la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat), n'ont plus les moyens d'entretenir et de restaurer les édifices malgré les subventions. Résultat : environ 3 000 églises méritent urgemment de sérieux travaux et 400 tombent déjà carrément en ruine. Depuis deux ans, une quinzaine, dont celles de Saint-Pierre-aux-Liens à Gesté (Maine-et-Loire) et de Saint-Jacques à Abbeville (Somme), ont été rasées à coups de pelleuse. Sauf miracle, les églises Saint-Laurent à Montmirail (Marne) et Notre-Dame-des-Anges à Belfort (Territoire de Belfort) sont condamnées au même destin ces prochains mois. « Ces bâtiments sont notre ADN, il ne faut pas se couper de nos racines », s'alarme l'ex-porte-flingue de [Nicolas Sarkozy](#). Des dizaines d'autres lieux de culte délabrés ne sont pas détruits, mais tout simplement fermés et... abandonnés.

Pour Maxime Cumunel, délégué général de l'Observatoire du patrimoine religieux, les choses ne vont pas aller en s'améliorant, bien au contraire. « La situation est très préoccupante, car on a un patrimoine de moins en moins utilisé, qui vieillit, donc qui coûte de plus en plus cher ». Quand il faut trancher aujourd'hui entre la rénovation du clocher et la rénovation de l'école ou du centre socioculturel, les élus privilégient généralement le second chantier. « Les communes ont de plus en plus de dépenses sociales et de moins en moins de dépenses patrimoniales », constate l'expert.

Financement participatif

La réforme territoriale en cours qui encourage la fusion des communes risque, selon lui, d'aggraver la situation, les nouveaux élus ne conservant qu'une partie de leurs églises et vendant le reste. Une vingtaine d'églises sont d'ores et déjà mises en vente chaque année, achetées notamment par des particuliers qui les transforment en habitations. Pour inverser la tendance, Maxime Cumunel propose, entre autres solutions, de mettre l'accent sur « la formation des élus » afin qu'ils puissent mieux défendre leur patrimoine et sachent par exemple « où trouver des fonds et un bon architecte ».

Pour sauvegarder les clochers en péril, Frédéric Lefebvre suggère, lui, de développer le crowdfunding (financement participatif), « ce qui permettrait un appel à la générosité au-delà de la zone géographique » directement concernée par le sort de l'église.